



C E T R I

ANALYSE 2017  
4 décembre

Centre tricontinental

## **BOLIVIE : VIVIR BIEN, « ÉVISME » ET DIVISION DES MOUVEMENTS SOCIAUX**

Roxana Liendo

**L'arrivée d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie avait fait naître beaucoup d'espoir, en particulier chez ceux qui en attendaient l'adoption du nouveau paradigme du Vivir Bien. Las, le modèle qui s'est imposé est celui d'une modernisation classique qui, en dépit de bons résultats macroéconomiques, n'est pas sans effet sur l'environnement et les peuples indigènes. Face à une telle évolution, les mouvements sociaux sont divisés.**

L'arrivée d'Evo Morales à la présidence de la Bolivie en 2006 a créé l'illusion non seulement qu'un nouveau « paradigme civilisationnel », le Vivir Bien, était en gestation, mais aussi qu'un processus démocratique s'appuyant sur les capacités mobilisatrices et la tradition des mouvements sociaux, allait être mis en œuvre. Le renforcement, sur la longue durée, des mouvements sociaux d'origine principalement paysanne et indigène, et la montée, ces vingt dernières années, des résistances aux modèles d'ajustement néolibéral imposés au pays ont joué un rôle déterminant dans ce que d'aucuns ont pu considérer comme un véritable processus révolutionnaire. Un processus de changement susceptible de venir à bout des conditions de pauvreté et de marginalisation dans laquelle se trouvait l'immense majorité de la population, en particulier les paysans et les indigènes.

Onze ans plus tard, le projet du Vivir Bien s'est converti en un modèle néomodernisateur dépendant des industries extractives – gaz et ressources minières principalement. Replaçant l'État au centre du jeu, ce modèle présente certes d'excellents résultats macroéconomiques et des progrès dans la réduction de la pauvreté, grâce à ses politiques sociales, conditionnées ou non. Subsistent cependant dans le pays de profondes disparités et d'importantes poches de pauvreté.

Le rôle moteur que les mouvements sociaux peuvent encore jouer dans ce processus est questionné, car les organisations paysannes, indigènes, syndicales et populaires, qui avaient été autrefois les fers de lance du changement sont aujourd'hui divisées, les unes s'alignant sur les positions du gouvernement, les autres contestant ses politiques. Ce questionnement est d'autant plus pertinent que nombre de leaders de ces mouvements se sont coupés de leur base ou sont soupçonnés d'enrichissement personnel, tandis que d'autres – les leaders dissidents – sont poursuivis en justice.

### Le moment du changement

L'arrivée d'Evo Morales à la tête du pays incarnait le projet d'une démocratie d'un genre nouveau, qui intégrerait les peuples indigènes et leur permettrait de peser sur les décisions politiques de l'État. Leurs revendications sont le fruit d'un long processus. Apparues pendant la période coloniale espagnole, elles sont restées constantes sous la République, mais n'ont réellement gagné en visibilité que dans les années 1990, avec les premières marches paysannes/indigènes pour l'accès à la terre, au territoire, au travail, à l'autonomie et en faveur d'une représentation politique autonome. Aux élections de 2002, « les Boliviens votèrent en faveur d'une forte représentation indigène au Parlement, aymaras, quechuas, guaranis, chiquitanos, étaient [alors] politiquement organisés et avaient leurs propres leaders, lesquels

n'avaient plus besoin d'accéder à la politique par le biais de mouvements populistes ou via leur présence subordonnée dans les partis traditionnels et/ou dans des alliances avec ceux-ci » (Liendo, 2009).

À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, la Bolivie a également été le théâtre d'intenses conflits sociaux, menés à l'instigation d'une population qui n'en pouvait plus de la stagnation économique, du chômage et de la forte pauvreté et rejetait vigoureusement les mesures impopulaires, telles que les privatisations qui aggravaient la situation. Ces mobilisations précipitèrent la chute du président Sánchez de Lozada (2003), ouvrant la voie à la victoire future de Morales et du MAS aux élections de 2005, après une série de gouvernements transitoires.

#### Objectif déclaré et résultats obtenus

Le premier mandat de Morales (2006-2009) s'est caractérisé par ses tentatives de transformer le pays à partir d'une vision enracinée dans les traditions culturelles. Le Vivir Bien se voulait le vecteur d'un développement équitable. Dans une perspective holistique, il entendait rendre compatible la satisfaction des besoins des personnes avec le respect des droits de la « mère terre », en harmonie avec la communauté et la famille. Parce qu'il est repris dans la nouvelle Constitution de 2009, beaucoup espéraient que l'on parvienne à éliminer les causes structurelles de la pauvreté et que soient créées des conditions de travail dignes.

Avec la nationalisation des hydrocarbures en mai 2006, le gouvernement a étendu sa souveraineté sur les ressources naturelles, récupéré le contrôle d'entreprises stratégiques et initié un processus d'industrialisation. Le gouvernement Morales aurait ainsi fait rentrer dans les caisses de l'État près de 60 milliards de dollars en onze ans (Página Siete, 15 février 2017). Et une partie de cet excédent a servi à financer des programmes d'appui aux catégories les plus vulnérables, comme les enfants, les femmes enceintes et les personnes âgées. Ces ressources ont aussi été mobilisées dans la construction d'infrastructures sociales dans les communautés. 80000 projets ont été réalisés dans ce cadre. La plupart d'entre eux cependant, hors planification municipale. Qui plus est, beaucoup ne répondaient pas aux besoins locaux en matière de production, d'éducation et de santé. Et si certaines infrastructures ont été construites dans ces derniers secteurs, elles manquaient d'équipement ou de personnel.

Dans le même temps, le gouvernement a cherché à convertir l'État en État producteur, en créant des entreprises publiques. Depuis plusieurs années, leur gestion pose toutefois question, du fait des coûts d'infrastructure et de bilans déficitaires. Au cours de la dernière décennie, le concept de « sécurité alimentaire avec souveraineté » a aussi été mis en avant, comme l'une des valeurs clés sur lequel s'appuie le paradigme du Vivir Bien, ce qui est pour le moins paradoxal dès lors que l'importation et la contrebande de produits alimentaires n'ont cessé de croître, en particulier ceux associés à l'agriculture familiale : pommes de terre, fruits, légumes et autres produits du jardin. Parallèlement, la production agro-industrielle est devenue excédentaire dans le pays, ce qui indique bien que le modèle de développement rural a surtout favorisé ce dernier secteur.

En dépit d'une croissance du PIB de 4,5 %, de revenus d'exportation en hausse constante, d'une faible inflation, d'une réduction de la pauvreté et d'avancées dans la démocratisation du système politique, la Bolivie demeure, onze ans après la première victoire électorale de Morales, le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud. Selon les données du recensement de 2012, 50% de la population vit sous le seuil de pauvreté, 80% en zone rurale. En outre, le pays enregistre encore l'un des plus hauts niveaux de sous-alimentation en Amérique latine, avec 16,9% de sous-alimentés, d'après la FAO.

En réalité, derrière les discours sur le développement, le Vivir Bien et le respect de l'environnement, le modèle de développement qui a effectivement été mis en œuvre s'aligne sur le modèle du capitalisme mondialisé qui accentue la déforestation et donne la priorité à des « mégaprojets », tels que de grands barrages en territoires indigènes et dans les réserves naturelles.

#### Mouvements sociaux : de la résistance à l'exercice du pouvoir

Des luttes indigènes pour la reconquête de l'autonomie aux luttes paysannes, en passant par les luttes ouvrières menées par les mineurs tout au long du 20<sup>e</sup> siècle qui, dans le contexte de la révolution de 1952, débouchèrent sur la création de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), les mouvements sociaux ont joué un rôle transformateur fondamental dans la vie politique du pays. Entre les années 1970 et 1980, au sein du mouvement de résistance aux dictatures militaires, a surgi un puissant mouvement

paysan, dirigé par les secteurs « kataristes »<sup>1</sup>, qui donnera naissance à la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB).

En 1985, après l'effondrement des prix des ressources minières et la fermeture des mines d'État, des milliers de mineurs se réfugièrent dans les régions productrices de coca où ils rejoignirent le mouvement des producteurs de cette plante. Progressivement, ce dernier est passé de la revendication du droit à la production à un discours indigéniste centré sur le respect de la culture de la feuille de coca comme partie intégrante d'une tradition millénaire. Il n'a pas hésité à s'opposer frontalement à la politique d'éradication forcée de la coca alors en vigueur.

Le processus de « municipalisation » lancé durant cette période, et connu en Bolivie sous le nom de « Participation populaire »<sup>2</sup>, a lui aussi débouché sur un résultat inattendu : l'émergence de leaders locaux issus de mouvements sociaux, qui gagneront en autorité à mesure qu'ils élargiront leur présence au parlement, en y ayant leur propre représentation, non plus médiés comme autrefois par les partis politiques.

Ces espaces gagnés se sont consolidés ensuite dans la foulée des mobilisations contre les mesures économiques imposées par les gouvernements néolibéraux. Les plus emblématiques d'entre elles ont été la résistance à la privatisation de l'eau, la « guerre de l'eau » en 2000 ; l'opposition à l'impôt sur les salaires qui a provoqué une explosion sociale telle qu'elle paralysa La Paz et El Alto ; enfin, le fameux soulèvement contre les tentatives de vendre du gaz au Chili<sup>3</sup>, connu sous le nom de « guerre du gaz » et dont l'épicentre fut la ville d'El Alto. Sévèrement réprimées par les forces armées qui causèrent des centaines de morts et de blessés, ces mobilisations aboutirent finalement à la fuite du président Sanchez de Lozada et à une succession de gouvernements transitoires, jusqu'aux élections anticipées de 2005.

#### Les mouvements sociaux dans le processus de changement

Parmi les mouvements sociaux qui ont impulsé le changement, celui des cocaleros et des colons demeure la plus constante base d'appui organique du MAS. Au nombre de ses alliés de circonstance, l'on retrouve les coopérativistes et certains syndicats ouvriers, notamment dans le secteur pétrolier. La COB et les syndicats enseignants oscillent quant à eux entre appui et contestation. D'autres mouvements enfin, comme le Conamaq et la Confédération des peuples indigènes de Bolivie, qui avaient appuyé le gouvernement jusqu'à la promulgation de la Constitution de 2009 sont aujourd'hui relégués dans l'opposition par le gouvernement, parce qu'ils exigent l'application de cette même Constitution.

Après la victoire d'Evo Morales et l'approbation de la nouvelle Constitution politique de l'État (CPE), la forte proximité entre le parti de gouvernement et plusieurs mouvements sociaux était devenue évidente. Mais, petit à petit, ces rapports vont évoluer, oscillant entre tension, autonomie, collaboration et cooptation. Un des éléments du discours gouvernemental qui n'a pas changé est sa prétendue réceptivité aux revendications des mouvements qui ont participé à l'élaboration de la CPE, laquelle reconnaît les droits et les territoires des peuples indigènes, le droit à la terre pour les paysans, les droits des femmes, etc., et consacre une autre vision du développement qui s'accorde, entre autres, avec le respect de l'environnement.

En 2011, le pacte entre mouvements sociaux et gouvernement a été rompu suite à la décision de ce dernier d'autoriser la construction d'une route traversant le Territoire indigène et Parc national Isoboro Sécure (Tipnis), sans la consultation préalable prévue par la CPE. Ce projet déclencha une levée de boucliers tant de la part des mouvements sociaux des terres basses que de ceux des terres hautes, qui sont parvenus à le bloquer des années durant. En 2017, cependant, le gouvernement a obtenu l'approbation de nouvelles règles qui lèvent le caractère intangible du Tipnis et rend possible non seulement la construction de la route, mais aussi l'expansion des cultures de coca et l'exploitation gazière et minière dans ce parc national.

---

<sup>1</sup> Le mouvement katariste se revendiquait de la révolution indigéniste de Tupac Katari (18e siècle).

<sup>2</sup> Processus de décentralisation imposé par les organismes internationaux comme partie intégrante du paquet d'ajustement structurel de seconde génération, visant à réduire davantage le rôle de l'Etat en redistribuant ses compétences au niveau local.

<sup>3</sup> La revendication de la Bolivie visant à l'octroi d'un accès à la mer, perdu après la Guerre du Pacifique de 1879, est à l'origine de plus d'un siècle de controverses avec le Chili.

Formé en 2004 par les mouvements sociaux en vue d'organiser la résistance à plusieurs gouvernements antipopulaires, le « Pacte d'unité » s'est vu remplacé en 2007 par la « Coordination nationale pour le changement » (Conalcam) pour répondre à l'impératif de « contrôle social » de la gestion publique, mais aussi et surtout pour servir de plateforme de coordination politique entre les mouvements sociaux et le gouvernement du MAS. Le Pacte d'unité et la Conalcam diffèrent tant sur le plan de la proximité avec le gouvernement que sur le plan des rapports de subordination entretenus avec ce dernier.

Certains analystes considèrent que la Conalcam agit comme une sorte de bras syndical du parti au pouvoir, en articulant divers secteurs autour de demandes fortement convergentes, tandis que le Pacte d'unité avait été créé par les organisations sociales afin de renforcer leur influence sur le processus constituant, sans y abandonner leur autonomie (Mayorga, 2011). En tant que leader réélu de la Coordination des six fédérations de producteurs cocaleros du Tropique de Cochabamba, Evo Morales est lui-même président de la Conalcam, ce qui montre bien le recouvrement des rôles.

Ces dernières années, des axes de collaboration ont surtout été trouvés avec les organisations paysannes. Parce que le gouvernement tend à répondre prestement à leurs revendications, elles lui accordent un appui sans faille. En revanche, avec les organisations indigènes, la confrontation est de mise, le gouvernement ayant remis en question leurs droits : droit à la citoyenneté (le nombre de circonscriptions électorales spéciales pour les représentants des peuples indigènes a été réduit) ; et droit sur les ressources naturelles se trouvant sur leur territoire, entre autres. Dans le même temps, elles se sont vues imposer une vision modernisatrice du développement qui ne prend pas en compte les conceptions indigènes.

#### Entre cooptation et corruption

Pour faire avancer ses propositions, le gouvernement a coopté plusieurs dirigeants de mouvements sociaux. D'une part, en les nommant dans la fonction publique ou en leur donnant des postes à l'Assemblée plurinationale ; d'autre part, en leur octroyant des fonds pour la construction d'infrastructures dans les communautés et les municipalités. Généralement, ces subsides ne s'insèrent dans aucune planification municipale, sont peu contrôlés et souvent versés sur des comptes privés, ce qui est interdit par la loi. L'opposition dénonce le fait qu'une grande partie de ces ressources a surtout été mobilisée en périodes électorales.

La façon dont ont été gérées les ressources destinées au Fonds de développement indigène et paysan (Fondioc), et provenant de l'impôt direct sur les hydrocarbures, constitue un exemple emblématique de ce type de pratique. Jusqu'en 2015, le directoire du Fondioc, composé d'organisations sociales et indigènes, avait déjà approuvé plus de 1000 projets, appelés à être administrés par les organisations syndicales. Mais l'Organe général de contrôle de l'État détecta une perte de quelque 15 millions de dollars, pour projets irréguliers, inachevés, voire inexistantes. Souvent les supposés bénéficiaires de ces ouvrages n'étaient même pas au courant que des projets avaient été « exécutés » dans leurs communautés.

#### Avenir de la résistance

Le devenir des mouvements sociaux s'avère complexe et incertain. Il l'est d'autant plus qu'Evo Morales a annoncé dernièrement qu'il se représenterait à la présidence : un acte anticonstitutionnel. Les secteurs proches du pouvoir craignent de perdre les privilèges obtenus, tandis que les factions dissidentes au sein des mouvements sociaux se sentent impuissantes face à l'hégémonie d'un discours sur le développement qui s'accompagne de réalisations sans relief. Les nations et peuples indigènes dominés ont obtenu le soutien de la classe moyenne et des secteurs urbains disposés à défendre les droits consacrés par la Constitution.

Dans un avenir proche, la tâche la plus importante qui incombera aux mouvements sociaux, aujourd'hui fragmentés entre « officialistes » et adversaires de l'« évisème » sera de retrouver l'unité. Il s'agira pour eux de s'entendre sur la reconstruction d'une démocratie participative qui s'appuie sur l'alternance, comme le suggère la pratique des mouvements sociaux eux-mêmes, qui s'inspire des idéaux des premières années du processus de changement, et milite en faveur d'un développement démocratique, équitable et durable, compatible avec le Vivir Bien.

## Bibliographie

- Albó X. et Quispe V. (2004), *¿Quiénes son indígenas en los gobiernos municipales?* Cipca/Plural.
- Caetano G. (2010), *Pobreza y derechos humanos, cambios en la ciudadanía y nuevas democracias en América Latina*, IIDH.
- Cámara, G., Tórrez Y., Zegada, M. T. (2008), *Movimientos sociales en tiempos de poder*, Ed. Plural.
- CEPAL (2012), *Panorama Social en Latinoamérica 2012*.
- Colque G., Urioste M., Eyzaguirre J. L. (2015). *Marginalización de la Agricultura Campesina Indígena*, La Paz, Tierra.
- Do Alto H., Stefanoni P. (2010), « El MAS: las ambivalencias de la democracia corporativa », in García A. et García F. (dir.), *Mutaciones del campo político en Bolivia*, PNUD-Bolivia.
- Gaceta Oficial de Bolivia (2009), *Constitución Política del Estado*, février.
- Garcés F. (2010), *El Pacto de Unidad y el proceso de construcción de una propuesta de Constitución Política del Estado. Sistematización de la experiencia*, La Paz, Preview Gráfica.
- Instituto Nacional de Estadística (2012), « Censo Nacional de Población y Vivienda », Bolivia.
- Liendo R. (2009), *Participación Popular y Movimiento Campesino Aymara*, thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.
- Liendo R. (2011), *Políticas de desarrollo rural y seguridad alimentaria (2006-2011)*, La Paz, Fundación Tierra.
- Mayorga F. (2011), « Movimientos sociales y participación política en Bolivia », in *Ciudadanía y legitimidad democrática en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO.
- PNUD (2010), *Informe sobre Desarrollo Humano para América Latina y el Caribe - Actuar sobre el futuro: romper la transmisión intergeneracional de la desigualdad...*

**Roxana Liendo est consultante bolivienne, experte en développement rural et changement climatique, collaboratrice de plusieurs universités et instituts boliviens, vice-ministre du développement rural et coordinatrice du plan national d'éradication de l'extrême pauvreté dans le premier gouvernement d'Evo Morales.**

**Cet article a été rédigé pour la publication du CETRI *État des résistances : Amérique latine* parue en décembre 2017.**



### Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

